



**DELIBERATIONS DU COMITE SYNDICAL**

**SEANCE DU JEUDI 12 DECEMBRE 2024**

**OBJET MIS EN DELIBERATION :**

**N°2024-04-07 : MISE EN PLACE DU DISPOSITIF DE PARTICIPATION AU RISQUE PREVOYANCE**

Membres composant le Comité Syndical	9	totalisant	100	voix
Délégués composant le Comité Syndical	21	totalisant	100	voix
Membres présents	7			
Délégués présents	13	totalisant	75	voix
Délégués excusés et représentés	4	totalisant	15	voix
Délégués absents excusés	3	totalisant	10	voix

Pour	90 voix
Contre	0 voix
Absentions	0 voix
Ne prennent pas part au vote	0 voix

L'an deux mil vingt-quatre, le 12 décembre, à quinze heures et trente-cinq minutes, les membres du Comité Syndical se sont réunis à l'Hôtel de Ville de Saint-Maur, sous la présidence de Monsieur Eric FLESSELLES Vice-Président. Ils avaient été convoqués le 29 novembre 2024.

**DELEGUES PRESENTS**

M. FLESSELLES, Vice-Président, représentant de l'EPT Grand Paris Grand Est, (5 voix)  
M. BERRIOS, représentant de l'EPT Paris Est Marne & Bois, (10 voix)  
Mme SAUSSEREAU, Vice-Présidente, représentante de l'EPT Paris Est Marne & Bois, (8 voix)  
M. DESTOUCHES, représentant de l'EPT Paris Est Marne & Bois, (8 voix)  
M. DELECROIX, représentant de l'EPT Paris Est Marne & Bois suppléant, (8 voix)  
M. BRUCH, représentant de l'EPT Grand Paris Grand Est, (5 voix)  
M. BUTIN, représentant de l'EPT Grand Paris Grand Est, (5 voix)  
Mme CLAVEAU, représentante de l'EPT Grand Paris Grand Est suppléante, (4 voix)  
Mme LECOUFLE, représentante de l'EPT Grand Paris Sud Est Avenir suppléante, (5 voix)  
Mme BERNICHI, représentante de l'EPT Grand Paris Sud Est Avenir suppléante, (5 voix)  
Mme BARNIER, Vice-Présidente représentante de la Communauté d'Agglomération Paris-Vallée de la Marne, (5 voix)  
M. VEDIE, représentant de la Métropole du Grand Paris, (4 voix)  
Mme DURAND, représentante du Conseil Départemental du Val de Marne (2 voix)  
M. ROESCH, représentant du Conseil Départemental du Val de Marne suppléant  
Mme MANCA, représentante de HAROPA Ports, (1 voix)

**DELEGUES ABSENTS REPRESENTES**

M. HELIN, Vice-Président, représentant de l'EPT Grand Paris Sud Est Avenir, qui a donné pouvoir à M. BERRIOS (5 voix)  
M. PHILIPPON, représentant de la Communauté d'Agglomération Paris-Vallée de la Marne qui a donné pouvoir à Mme BARNIER (5 voix)  
M. OUMARI, représentant du Syndicat Mixte pour l'Aménagement du Morbras, qui a donné pouvoir à M. VEDIE (1 voix)  
M. FEMEL, représentant de l'EPT Grand Paris Sud Est Avenir, qui a donné pouvoir à M. FLESSELLES (4 voix)

**MEMBRES ABSENTS EXCUSES**

Mme JARDIN, représentante de la Communauté d'Agglomération Paris-Vallée de la Marne, (5 voix)  
M. CATHALA, représentant de la Métropole du Grand Paris, (4 voix)  
M. MIE, représentant de la Chambre de métiers 94, (1 voix)

**ETAIENT EGALEMENT PRESENTS**

M. DEBARRE, Directeur, Syndicat Marne Vive  
Mme ABES, Animatrice Contrat eau et climat trames verte et bleue  
Mme BEYELER, Métropole du Grand Paris  
Mme COCHARD, Animatrice SAGE Marne confluence, Syndicat Marne Vive  
M. DEPEGE, Responsable des affaires générales, Syndicat Marne Vive  
Mme MORIN, Chargée d'étude milieux – ressources en eau

**DESIGNATION DU SECRETAIRE DE SEANCE**

M. VEDIE est désigné pour remplir cette fonction, procède à l'appel nominal.

**DESIGNATION DE L'AUXILIAIRE AU SECRETAIRE DE SEANCE**

M. DEPEGE est désigné comme auxiliaire au secrétaire de séance, fonction qu'il accepte

Accusé de réception en préfecture  
094-259401057-20241212-2024-04-07-DE  
Date de télétransmission : 18/12/2024  
Date de réception préfecture : 18/12/2024

**N°2024-04-07 : MISE EN PLACE DU DISPOSITIF DE PARTICIPATION DU RISQUE PREVOYANCE**

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales ;

**Vu** le code général de la fonction publique, notamment son article L. 253-5 ainsi que ses articles L. 827-1 et suivants relatifs à la protection sociale complémentaire ;

**Vu** l'ordonnance n° 2021-175 du 17 février 2021 relative à la protection sociale complémentaire dans la fonction publique, notamment son article 4 ;

**Vu** le décret n° 2011-1474 du 8 novembre 2011 modifié relatif à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement de la protection sociale complémentaire de leurs agents ;

**Vu** le décret n° 2021-571 du 10 mai 2021 relatif aux comités sociaux territoriaux des collectivités territoriales et de leurs établissements publics, et notamment son article 54 5° ;

**Vu** le décret n° 2022-581 du 20 avril 2022 relatif aux garanties de protection sociale complémentaire et à la participation obligatoire des collectivités territoriales et de leurs établissements publics à leur financement ;

**Vu** la délibération 2024-03-03 du Syndicat Marne Vive approuvant la mise en place du dispositif de participation à la protection sociale complémentaire ;

**Vu** le courrier du CIG en date du 8 octobre ayant pour objet la proposition de souscription à un contrat collectif de prévoyance par l'intermédiaire du CIG au 1<sup>er</sup> janvier 2025 ;

**Vu** l'avis du comité social territorial du 12 décembre 2024 ;

**Considérant** la réglementation en vigueur qui prévoit une obligation de participation de l'employeur au financement de la protection sociale complémentaire à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025 pour le risque prévoyance et à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2026 pour le risque santé ;

**Considérant** que le Syndicat Marne Vive doit opérer un choix dans le mode de contractualisation entre les contrats individuels labellisés et les contrats collectifs ;

**Considérant** que le CIG Petite Couronne n'a pas pu mener à son terme la procédure de mise en concurrence lancée en 2024, pour le compte des collectivités et des établissements publics intéressés, pour établir des conventions de participation en santé et en prévoyance à compte ;

**Considérant** l'offre de contrat collectif soumise par le CIG le 8 octobre 2024 ;

**Considérant** que la labellisation offre à chaque agent la possibilité de sélectionner le contrat labellisé qui lui correspond le mieux ;

**Considérant** les délais restreints pour décider de la formule retenue entre le contrat collectif et la labellisation en vue d'une mise place au 1<sup>er</sup> janvier 2025 ;

**N°2024-04-07 : MISE EN PLACE DU DISPOSITIF DE PARTICIPATION DU RISQUE PREVOYANCE**

Sur proposition de Monsieur le Vice-Président,

**Après examen et délibéré :**

<b>Article 1</b>	Dit qu'à compter du 01/01/2025, le Syndicat Marne Vive accordera sa participation au bénéfice des agents, pour les garanties du risque « prévoyance », dans le cadre des contrats labellisés.
<b>Article 2</b>	Dit que le montant de la participation accordée par le Syndicat Marne Vive sera de 7€ par agent et par mois, dans la limite du montant de la cotisation qui serait dû en l'absence d'aide.
<b>Article 3</b>	Dit que les crédits correspondants seront inscrits au budget.
<b>Article 4</b>	Dit que le Président ou par nécessité le Vice-Président du Syndicat Marne Vive est autorisé à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Dit que la présente délibération sera transmise à Monsieur le Préfet du Val-de-Marne.

Fait et délibéré en séance le 12 décembre 2024 les membres présents ayant signé la liste d'émargement.

*M. le Président du Syndicat serait obligé envers M.. le Préfet de bien vouloir porter à sa connaissance s'il a l'intention de déférer la présente décision devant la juridiction compétente.*



Le Vice-Président,

Eric FLESSELLES